



MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉCISION MUNICIPALE N° 2022-024

OBJET : RÉSILIATION DU BAIL À LOYER CONSENTI À MADAME REBECCA MARTINEZ ET MONSIEUR ESTEBAN CALBO POUR UN LOCAL SITUÉ AU 19 RUE DE TRANS À DRAGUIGNAN

Richard STRAMBIO Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-5° ;

Vu la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code susvisé ;

Considérant que par décision municipale n° 2020-432 du 1^{er} octobre 2020, il a été autorisé la signature d'un bail à loyer entre la commune de Draguignan représentée par son Maire Monsieur Richard STRAMBIO et Madame Rébecca MARTINEZ et Monsieur Estéban CALBO, pour une durée de trois ans fermes et ce à effet au 12 octobre 2020, pour un local situé au rez-de-chaussée du 19 rue de Trans à Draguignan, pour un loyer mensuel de 75,50 €, destiné à une activité de coutellerie et d'une galerie de peinture ainsi qu'à la vente des œuvres réalisées et exposées ;

Considérant que par courrier RAR du 10 janvier 2022, Madame Rébecca MARTINEZ et Monsieur Estéban CALBO ont informé la Commune, de leur décision de résilier leur bail au 31 janvier 2022 ;

Considérant que la Commune dispose d'un vivier de candidats susceptibles d'être intéressés par ce local ;

D É C I D E

Article 1er : Le bail à loyer consenti à Madame Rébecca MARTINEZ et Monsieur Estéban CALBO, pour le local sis 19 rue de Trans à Draguignan est résilié amiablement au 31 janvier 2022 à minuit.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière principale municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le tribunal administratif de TOULON, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 26/01/2022

Reçu en préfecture le 26/01/2022

Affiché le 26/01/2022

ID : 083-218300507-20220126-22_024-AR

Berger
Levrault

DRAGUIGNAN, LE

26 JAN. 2022



Richard STRAMBIO

MAIRE DE DRAGUIGNAN

Président de DPA

Conseiller régional